

Congrès AFSP 2009

Section thématique 46 Sociologie historique des "changements de régimes"

Axe 1

Roumiana Michonova (Cens, Université de Nantes)
michonovaroumi@gmail.com

Le processus de changement sociopolitique en Bulgarie (1989-2007)

Depuis la chute des régimes communistes dans les pays de l'Europe centrale et orientale, les travaux sur les « voies et les modalités de sortie du communisme » se sont considérablement multipliés au vue de l'imposante bibliographie. Pendant plus d'une décennie c'était l'angle d'approche dit «transitologique» qui prédominait dans les travaux de recherche ; une approche qui pense le processus de transition démocratique comme un modèle de parcours défini allant d'un point précis à un autre tout aussi défini. Dans le cadre de cette communication, je ne reviendrai pas sur les controverses et les critiques formulées à l'encontre de cette théorie, mais je m'attacherai plutôt à évoquer quelques résultats de mon travail de recherche, à décrire et à expliquer ma méthodologie.

L'angle d'approche du processus de changement sociopolitique en Bulgarie depuis 1990 proposée ici, consiste en une approche par en haut et par en bas. Loin d'être une évidence, le choix de cette approche est venu au fur et à mesure de mes recherches, observations et rencontres et, il m'est apparu évident que c'est au croisement de ces deux dimensions – l'étude des rapports de forces entre des groupes politiques et sociaux, en tenant compte et en croisant les pratiques et les phénomènes politiques avec les expériences individuelles et collectives en tant qu'expression des changements – que l'on pouvait saisir pleinement la dynamique des transformations. En ce sens, cette approche implique une rupture avec les façons de penser qui posent « le processus de transition » comme une réalité en soi à laquelle on prête volontiers une force et une volonté propre. En effet, il s'agit à envisager le processus du changement comme une production issue d'une histoire particulière au cours de laquelle des groupements distincts d'agents sociaux ont été amenés à se rencontrer et à se combattre.

Faute de pouvoir développer plus tous les constats de mon travail de recherche, j'ai choisi de présenter ici que les résultats de l'étude de l'espace politique bulgare depuis 1990.

L'espace politique bulgare depuis 1990 : la prédominance des intérêts privés et des règles informelles.

L'étude de la recomposition de l'espace politique bulgare a mis en lumière trois propriétés essentielles, intimement liées entre elles, qui sont l'instabilité, le faible degré de structuration et d'autonomisation politique. Tout d'abord, les indices de cette instabilité ne manquent pas : des partis politiques innombrables, d'incessantes divisions, une fluidité des clivages et une fragilité des formations et enfin, un non-respects des règles censées réglementer les activités politiques.

Une explosion de formations politiques

Depuis 1990, on note une multiplication spectaculaire des formations politiques. En 2001, selon les registres de la Commission centrale pour les élections législatives, on dénombrait 345 organisations politiques et 357 en 2005 pour une population de 7 millions et demi d'habitants et 6 721 323 d'électeurs. Lors des premières élections législatives pluralistes, en juin 1990, cinq coalitions regroupaient au total 32 formations politiques, alors que 34 autres étaient en lice. Cette tendance s'est vue confirmée lors des dernières élections municipales, en octobre 2007, quand au total 88 partis politiques et coalitions étaient enregistrés pour prendre part à la compétition électorale.

Ce phénomène de multiplication fulgurante des formations politiques n'est pas une spécificité bulgare mais une tendance de fond pour l'ensemble des pays de l'Europe centrale et orientale. Toutefois, on peut croire que, dans le cas bulgare, elle a été poussée à son paroxysme puisqu'on peut découvrir toutes les palettes politiques possibles de programmes et de positionnements politiques allant de l'extrême gauche à l'extrême droite. Au début de l'année 1997, on ne dénombrait pas moins de cinq mouvements écologistes, une dizaine de partis agrariens (dont le plus important est l'Union agrarienne populaire bulgare) et une quinzaine de formations monarchistes.

« Nomadisme politique » et reconversions idéologiques

L'instabilité de l'espace politique bulgare se manifeste également à travers la fluidité des clivages politiques et idéologiques. La reconstitution et l'étude des trajectoires personnelles et des parcours politiques des élus et des hommes politiques ont montré que les carrières politiques se construisent dans une succession de passages et de déplacements dans des formations politiques différentes, y compris des partis situés aux extrêmes de l'échiquier politique. Pour ces hommes politiques, ou ces « touristes politiques » comme les Bulgares les appellent, les virages et les alignements idéologiques se produisent avec une telle fréquence qu'ils ne retiennent plus véritablement l'attention des électeurs.

A ces deux exemples viennent de s'ajouter le commerce électoral, le fraude électoral et multiples cas d'usage de la force physique comme moyen de pression et d'intimidation lors des campagnes électorales. Selon les estimations rendues publiques, entre 150 et 200 millions de lévas (environ 80 millions d'euros) ont été investis dans l'achat de voix électorales lors des dernières élections municipales en octobre 2007. Si en 2007, le commerce électoral a atteint des proportions inégalées jusqu'alors, le phénomène est bien connu depuis 1990. Dans les premières années après la chute du régime, de multiples témoignages relayés par les observateurs lors des élections, aussi bien que par des citoyens et la presse ont fait état de pratiques fort diverses pour orienter des votes en échange de produits alimentaires rares ou de vêtements auprès des populations les plus démunies et les plus fragilisées par la modernisation économique et sociale, telles que les personnes âgées, les Tziganes et les villageois. Depuis, les transactions « argent contre voix » ont pris une forme beaucoup plus systématique et organisée. Les témoignages de « vendeurs » ou d'« acheteurs » anonymes, publiés dans plusieurs quotidiens bulgares, rendent compte des pratiques en vigueur et, surtout, décrivent une réelle organisation et structuration des réseaux.

L'enchevêtrement des espaces politique et économique

Si l'instabilité de l'espace politique bulgare apparaît comme une de ses principales caractéristiques, sa faible autonomisation en est une autre. Cet autre trait marquant se donne à voir à travers l'étude des rapports entre les espaces politique et économique. Les recherches et les enquêtes que j'ai menées ont montré combien le politique et l'économique sont indissociables tant les liens sont étroits entre les élites politiques et économiques. À l'origine de cet enchevêtrement, deux processus

demeurent intimement liés : la redéfinition des règles régissant les activités économiques d'une part, et la circulation et de la différenciation des élites politico-économiques d'autre part.

L'étude des nouvelles élites économiques bulgares a mis en lumière le fait qu'elles sont directement issues des élites politico-économiques d'avant 1989. Dans la nouvelle structure sociale, on retrouve parmi les possédants et les nouveaux entrepreneurs, une majorité de dirigeants ayant appartenu à l'ancienne élite. Depuis 1990 en Bulgarie, les personnes qui enregistrent la plus forte mobilité sociale sont celles qui combinent le statut de cadre supérieur avant 1989 avec l'appartenance au Parti communiste bulgare. Sur ce point, le cas de la Bulgarie s'aligne sur les constats faits au début des années 1990 par Georges Mink et Jean-Charles Szurek pour ceux de la Pologne et de la Hongrie : on assiste à un transfert de l'ancienne *nomenklatura* vers le secteur privé.

L'effort de comprendre les mécanismes qui ont rendu possible la reconversion économique des anciennes élites m'a conduit à étudier et à creuser tout un ensemble de questions parmi lesquelles : comment la propriété étatique a été gérée après 1989 et comment se sont construites les grandes fortunes ?

Les deux biais choisis par les gouvernements successifs de transfert de la propriété étatique étaient la restitution et la privatisation. Les recherches et, surtout, les entretiens réalisés m'ont permis de constater que les mécanismes, les procédures et les modalités de participation à la privatisation, complexes et peu transparentes, ont joué un rôle de facteur d'exclusion pour la grande majorité de la population bulgare. L'incapacité de comprendre, d'évaluer les enjeux du processus de privatisation, de choisir les bons placements a découragé et a démotivé les gens à y participer. Un nombre important de citoyens n'a pas pris part à la privatisation ; seulement 3 millions de bulgares sur les 6,5 millions éligibles (soit 46 % de participation).

À l'inverse de la majorité de la population bulgare, les représentants de l'ancienne *nomenklatura* politico-économique étaient en position privilégiée dans le processus de transfert de la propriété étatique comme de manière plus générale, de mutation du système économique et ont bénéficié d'avantages concurrentiels considérables. Intégrés dans des réseaux de relations préexistants, ils ont eu un accès direct aux ressources informationnelles déterminantes : connaissant les entités industrielles mises en vente, leur état, leurs éventuelles possibilités de développement et chances de réussite, c'est-à-dire, tout un ensemble de paramètres indispensables pour rentabiliser l'investissement et dégager des profits. A cela vient s'ajouter une importante capacité d'adaptation aux changements de l'environnement economico-politique ; capacité d'adaptation d'autant plus facilitée pour certains qu'elle était doublée par une familiarité avec la rationalité marchande qu'implique la logique de fonctionnement de l'économie de marché. En effet, depuis les années 1970, en réponse à l'embargo sur les technologies imposé par le COCOM pendant le temps de la guerre froide et renforcé encore plus courant les années 1980, les pays de l'Europe de l'Est avaient mis en place un puissant réseau d'espionnage industriel qui avait permis progressivement de bâtir des réseaux économiques et à infiltrer l'économie occidentale. En conséquence, un bon nombre de représentants des élites politico-économique bulgares et surtout les cadres du Ministère du commerce extérieur avaient une connaissance et une expérience concrète du fonctionnement de l'économie de marché international.

Le deuxième circuit privilégié de constitution du capital primitif, en Bulgarie au début des années quatre-vingt-dix, étaient les banques. L'absence et/ou le flou législatif au début des années 1990 permettait une distribution de crédits sans aucune vérification ou exigence de solvabilité des personnes qui les demandaient. Les rares données existant sur cette question proviennent d'enquêtes menées par quelques journalistes bulgares dont celles de Luba Manolova et Gueorgui Tambouev. Les schémas et les mécanismes d'attribution décrits par ces auteurs font émerger « des millionnaires à crédits ».

Dans le courant des années 1990-1991, le marché du crédit est quasi exclusivement contrôlé par le

Parti socialiste/communiste bulgare. Tous les principaux responsables, les directeurs de banques et des institutions du secteur bancaire sont directement nommés par les dirigeants du Parti communiste/socialiste bulgare. L'embauche est sans concours. Un ensemble de conditions qui facilite à l'accès au marché du crédit aux personnes membres ou proches des anciens hauts lieux de pouvoir politique.

Fusion des rôles politiques et économiques

L'absence de frontières, la perméabilité et le fort encastrément entre l'espace politique et le monde des affaires se comprend encore mieux en tenant compte de l'ambiguïté du statut ou du multi-statut des élus et des hommes politiques bulgares. En effet, la grande majorité des élus, des hommes politiques et des hauts fonctionnaires bulgares sont également des hommes d'affaires et/ou des entrepreneurs. Dans certains cas de figure, ce sont des hommes d'affaires qui se sont reconvertis, temporairement, en hommes politiques, mais souvent, ces hommes politiques et les élus bulgares, tout en exerçant leurs fonctions au sein de l'État et des structures administratives, développent des activités économiques parallèles. Parmi les nombreux exemples on peut citer le cas d'Ahmed Dogan, le leader du Mouvement pour les droits et les libertés, qui en plus est un important investisseur privé dans le secteur du tourisme. Si, à peine quelques jours avant les élections législatives en 2005, il inaugurerait une luxueuse station thermale dans la ville de Devin, son nom est également lié à un autre projet de construction estimé à 15 millions de dollars, « Boianskite saraï ». Selon quelques publications récentes plus de la moitié des présidents des conseils municipaux en Bulgarie sont également des entrepreneurs privés ou font partie des comités de direction d'entreprises privées. Une position qui fait d'eux des personnes particulièrement convoitées et sollicitées et génère de multiples situations de conflits d'intérêts.

Ce maillage de participations croisées est favorisé par les effets cumulés de l'instabilité de l'espace politique bulgare et du dispositif législatif relatif au statut des hommes politiques bulgares. Si on explore le cadre juridique qui régit le statut des hommes politiques et les conditions d'occupation des postes politiques, on constate que le laxisme de la législation en matière de conflits d'intérêts ne permet aucunement de lutter contre les délits et les fraudes politico-économiques. Ainsi que dans le cas de la législation relative au financement des activités politiques, avant 1989, il n'existait pas de dispositif juridique réglementant les statuts des élus et les hommes politiques en Bulgarie. La première inscription sur l'agenda politique d'un débat sur le statut de l'élu date de 1991 mais, jusqu'à l'année 2004, les dispositions législatives ne comprenaient aucune interdiction explicitement formulée par rapport au cumul des statuts des élus et des hommes d'affaires, source d'éventuels conflits d'intérêts.

« Les amitiés paradoxales¹ »

Il importe à ce stade de distinguer l'économie légale et illégale et d'apporter quelques précisions supplémentaires en ce qui concerne les relations entre les mondes politique, économique et du crime organisé. La criminalité dans la sphère économique-financière en Bulgarie a atteint des

¹ Nous empruntons le titre de Jean-Louis Briquet, « Des amitiés paradoxales. Échanges intéressés et morale du désintéressement dans les relations de clientèle », in *Politix*, 1999, Volume 12, Numéro 45, p. 7-20.

niveaux spectaculaires depuis 1990. Les conditions de désintégration institutionnelle, la perte du monopole de la violence de l'État et le maintien d'un flou juridico-législatif ont rendu possible l'apparition de groupements criminels aux activités fort variées (vols, commerce d'armes, trafic de drogue, réseaux la prostitution, de blanchiment d'argent, racket, etc.). Le nombre annuel d'homicides constitue un indicateur particulièrement révélateur de l'effondrement du monopole étatique sur la violence et de l'impuissance de l'État à contrôler les pouvoirs parallèles. Depuis 1990, on compte plus de cent cinquante meurtres retentissants et de multiples tentatives d'assassinats de personnalités des mondes économique, criminel et politique. De nombreux scandales ont révélé les « liaisons dangereuses » entre le monde politique et celui du crime organisé. Pour n'en citer que quelques exemples : le Procureur Nikolai Kolev a été assassiné le 28 décembre 2002 ; le président du plus puissant holding Multigroup, Ilia Pavlov a été abattu le 7 mars 2003 ; la directrice des douanes, Chinka Manova a été assassinée le 10 octobre 2005 ; le magnat bancaire Émile Kulev, a été tué le 26 octobre 2006 ; le maire de la ville d'Elin Pélin, Ianko Iankov a été assassiné le 8 janvier 2007 ; le président du Conseil régional de la ville de Nessebar, Dimitar Iankov, a été abattu le 9 mai 2007.

Le rapprochement entre ces deux espaces résulte également de l'intégration des organisations criminelles dans les activités économiques légales. En effet, l'état de faible structuration et l'instabilité de l'espace économique, font que les marchés légaux se révèlent particulièrement perméables à l'insertion de la criminalité organisée. La facilité de créer une entreprise, le faible contrôle et la législation laxiste ont permis l'apparition d'un grand nombre d'entreprises-fantômes qui facilitent les ré-investissements et le blanchiment d'argent gagné à travers des activités illégales. La capacité financière et la disponibilité immédiate en ressources financières obtenues sur les marchés illégaux permettent à ces acteurs économiques de se greffer sur le développement et les placent en position privilégiée pour investir et participer aux marchés publics. La raison sociale de leurs entreprises couvre de vastes domaines d'activité (secteurs du bâtiment et des matériaux de construction, de l'immobilier, du tourisme et des services, du commerce), ce qui leur permet de bénéficier de financements publics. Ces entreprises marquent également une grande aptitude à s'étendre à de nouveaux domaines d'activités d'autant plus rémunérateurs qu'ils ne sont encore qu'aux prémices de leur exploitation comme le tourisme et l'éco-business. Leur position sur le marché est d'autant plus privilégiée qu'ils ont une importante capacité, au découragement de toute concurrence, par la violence et l'intimidation. Pour ces entrepreneurs, la participation aux marchés publics, aux adjudications, aux demandes d'aides et de subventions étatiques et européennes multiplient les occasions de contacts entre ces deux mondes. Des connivences entre les représentants de ces espaces naissent sur la base de positions sociales similaires fortes. La proximité entre ces populations n'est pas fondée uniquement sur la convergence de leurs intérêts mais également sur leur proximité sociologique (même standard et style de vie, loisirs, consommation, lieux fréquentés, etc.) et un système d'homologie de positions sociales élevées.

Si au début des années 1990, les rapports entre les institutions publiques et le monde criminel étaient ceux de deux souverainetés distinctes, depuis quelques années on assiste à un rapprochement qui s'inscrit dans une transformation plus large de redéfinition des places dans les espaces économique et sociopolitique. Ceux qui étaient auparavant repoussés vers la périphérie du système social et avaient le statut de bandits et de délinquants financent, aujourd'hui, en quête de légitimité, la construction d'orphelinats, de maisons de retraite ou encore d'églises.

La politique comme moyen pour faire du business

Depuis le début des années 2000, on décèle une transformation dans les relations et les rapports entre les mondes politique et économique. Les rapports précaires de collaboration et de conflits qui

caractérisent les relations entre ces deux espaces tendent de plus en plus à apparaître comme clairement concurrentiels. Au tout début des années 1990, quand les entrepreneurs bulgares étaient dans une phase d'accumulation primitive du capital financier et économique, le contrôle étatique sur les ressources collectives et les procédures de leur redistribution rendaient les milieux d'affaires fort dépendants du monde politique. La pauvreté économique de la population et son incapacité à investir faisaient des commandes et des marchés publics les seuls secteurs économiques réellement rentables. L'accès aux fonds publics, l'octroi de licences ou l'attribution de marchés publics impliquaient systématiquement une médiation politique qui prenait la forme de marchandage et de transactions en tout genre (argent, services, etc.) entre les interlocuteurs politiques et économiques. Aujourd'hui, la progressive structuration de l'espace économique pousse les hommes d'affaires à intervenir directement dans le monde politique et à se passer du soutien et de la médiation des hommes politiques.

La mutation des relations entre les mondes politique et économique transparait à travers le phénomène des « business-partis »². Il s'agit de formations politiques créées par des hommes d'affaires qui tendent désormais à investir les différents échelons du pouvoir politique national et/ou local en se présentant directement aux élections. Le phénomène existe depuis plusieurs années. En 2002, dans la ville de Roussé, la formation politique « *Les professionnels pour la prospérité de la ville de Roussé* » regroupait plusieurs représentants des milieux d'affaires. De ces rangs était sortie l'ancien maire de la ville, Eléonora Nikolova, aujourd'hui députée. En 2003, à Stara Zagora, une centaine d'hommes d'affaires créaient une formation appelée « *Un conseil régional pour Stara Zagora* » et remportaient cinq places dans le conseil régional. À la veille des élections municipales de 2007, le phénomène a pris des proportions inégalées jusqu'à présent. En seulement quelques mois dans les grandes villes, des hommes d'affaires ont fondé leurs propres formations politiques. Un exemple parmi d'autres : Christo Kovatchki, un homme d'affaire qui dirige les deux plus importantes mines charbonnières en Bulgarie, à Pernik et à Bobov dol, crée sa formation politique, exclusivement composée des dirigeants d'entreprises dont il est le propriétaire. La formation s'appelle *Liberalna Iniziativa za demokratitchno i evropeisko razvitie* (Initiative libérale pour le développement démocratique et européen). Le président de la formation, Kantcho Filipov, directeur d'une des entreprises de Christo Kovatchki, déclarait que la formation allait présenter des candidats dans toutes les villes où Kovatchki a des entreprises. L'ensemble de ces formations politiques n'ont pas fait de campagne électorale au sens où on la conçoit habituellement. Toutefois, les résultats des élections municipales révèlent que les hommes d'affaires ont réussi à investir massivement les parlements municipaux. La formation *LIDER* a obtenu 9 mandats de conseillers municipaux (3 à Blagoégrad, 1 à Varna, 1 à Veliko Tarnovo, 1 à Pernik et 3 à Stara Zagora). L'organisation « *Professionnels pour la prospérité de la ville de Roussé* » et la formation *DELA* dans la ville Nessebar ont obtenu 2 places aux Conseils municipaux respectifs³.

Un premier élément qui explique ce phénomène est le fait que les représentants du pouvoir politique détiennent le monopole sur toutes les aides et les subventions étatiques est qui, en conséquence, est à l'origine de ces stratégies d'intervention politique directe. En effet, aujourd'hui de plus en plus, les hommes d'affaires cherchent à accroître leur influence immédiate au sein de l'appareil d'État et à stabiliser leurs positions au sein des administrations pour contrôler directement les lieux qui décident des circuits d'allocation et de distribution des ressources publiques. Accroître ce pouvoir leur permet d'orienter, en leur faveur, l'adjudication des marchés publics dans le domaine du bâtiment, marché particulièrement « juteux » et ainsi favoriser l'expansion de leurs entreprises et de contrôler de larges sphères de la vie économique. L'intensité des luttes pour le contrôle des

² « Business-parti » est le terme employé par les commentateurs politiques et les journalistes bulgares pour désigner les formations politiques fondées par des hommes d'affaires.

³ En plus des formations constituées par des hommes d'affaires que nous avons mentionnées, une dizaine d'autres organisations du même type ont également réussi à gagner des mandats dans les conseils municipaux.

pouvoirs locaux se comprend encore mieux si on tient compte de la progressive décentralisation administrative et surtout financière qui contribue au développement économique de secteurs d'activités jusqu'alors périphériques. En effet, le rôle et le poids des pouvoirs régionaux et municipaux croissent depuis les lois sur la décentralisation qui délèguent la gestion et la distribution des aides et des subventions européennes. La Bulgarie se verra attribuer environ 7 milliards d'euros de l'Union européenne pour la période allant de 2007 à 2013. En d'autres termes, s'assurer des positions fortes au sein de ces administrations garantit des affaires économique-financières fleurissantes.

Aussi, en dépit de l'existence de mesures et un d'un cadre juridique encadrant et réglementant l'activité et la pratique politique, les frontières entre les mondes politique et économique demeurent floues aussi bien au niveau des individus qu'au niveau des activités au point de ne plus pouvoir les distinguer. La fusion des intérêts politiques et économiques explique l'extrême difficulté à renverser la tendance et à favoriser un relatif dés-encastrement du politique et de l'économique. Le domaine politique est devenu le terrain privilégié où s'exprimaient les oppositions et/ou prennent forme les relations entre les élites sociales très minoritaires par rapport à l'ensemble de la population bulgare. Loin d'être réductible aux fonctions de gouvernance et de gestion des affaires publiques, la participation et les activités politiques engagent, voire obéissent, à des logiques et à des intérêts extérieurs à l'espace politique et n'impliquent aucun effort pour accréditer une croyance de sens commun en l'existence d'une distinction entre les intérêts privés et publics.